

Grève et manifestation le mardi 24 septembre

Engageons la mobilisation pour défendre nos retraites



19/09/19

Le gouvernement et le Président Macron ont beau essayer de faire de la com' sur le sujet, la majorité des salariés a bien compris que l'objectif de la réforme des retraites est de nous faire travailler plus longtemps et/ou de baisser le montant de nos pensions.

Mais lorsque l'on discute de se mobiliser, on entend encore trop souvent des idées fausses : « *il n'y a pas assez d'argent pour financer les retraites* », « *la mobilisation ne sert à rien* », « *de toutes façons, on n'aura pas de retraite quand on sera vieux* », etc.

Nous revenons dans ce tract sur ces idées, qui nous paraissent fausses. Car la bataille qu'il faut engager sur les retraites est essentielle : que les salariés puissent bénéficier d'une retraite digne et en bonne santé, c'est un choix politique qui nous paraît aussi évident que nécessaire.

La CGT appelle à une journée de grève et de manifestation le 24 sept. Il faut que cette journée soit le point de départ d'une mobilisation ample et forte.

Faisons grève et manifestons pour nos retraites Mardi 24 sept - 14h République (CGT-Solidaires)

RDV à 12h45 devant le CE pour départ collectif - Inscription par mail : cgt.lardy@renault.com

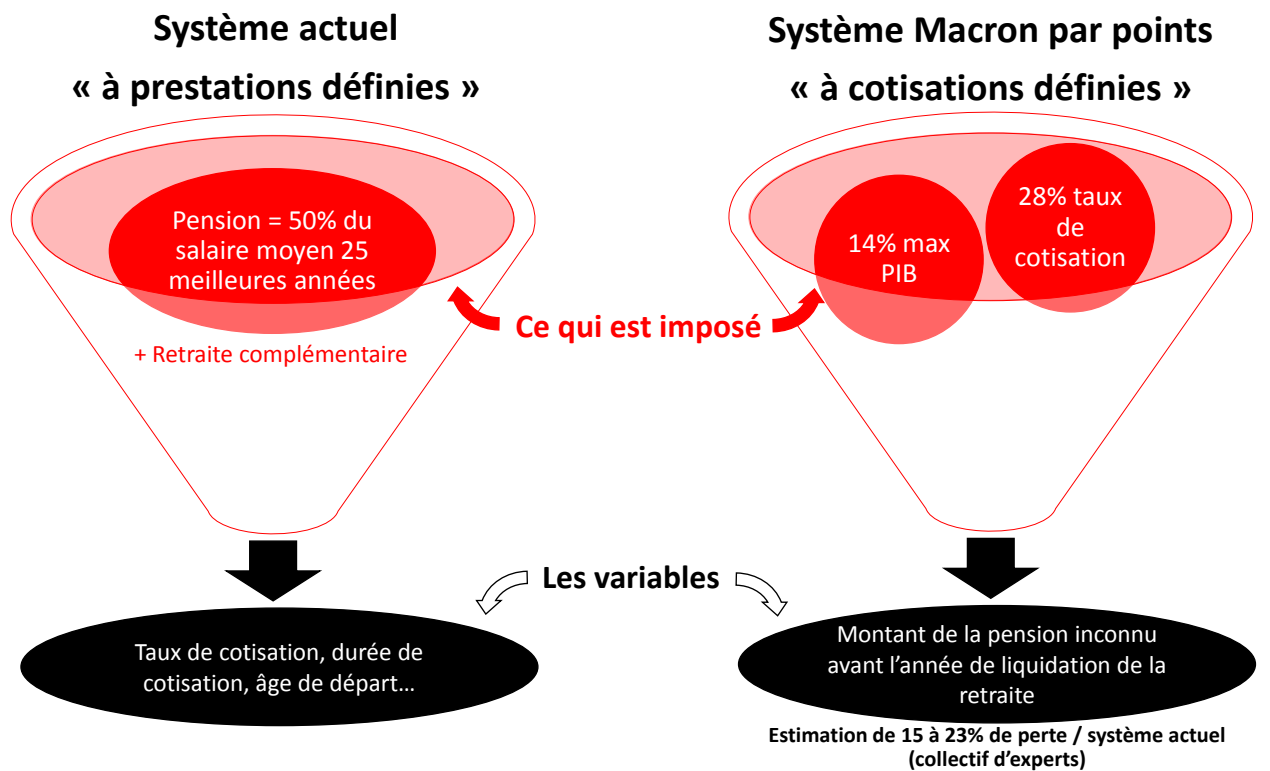
« On est obligé de réformer, le système actuel court à sa perte »

Trop facile en effet ! Depuis quasiment 30 ans, le système de retraite est réformé dans le même sens : un recul de l'âge de la retraite et une augmentation du nombre de trimestres. Mais au moins, le système se basait sur des prestations définies : un salarié du privé touchait 50% de son salaire moyen des 25 meilleures années s'il avait cotisé à taux plein. Et chaque augmentation de la durée de cotisations ou recul de l'âge de la retraite nécessitait une réforme, ce qui permettait à la mobilisation des salariés de l'empêcher.

Dans le système Macron, ce sont maintenant les cotisations qui sont définies par des contraintes financières. Quant aux prestations versées aux retraités, elles ne dépendent pas de leur nombre ou de leurs besoins sociaux mais découlent directement de ces contraintes financières. Si vous prenez votre retraite alors que le nombre de retraités est élevé, dommage pour vous, vous aurez moins à vous partager...

Un véritable algorithme à régression de nos droits sociaux qui fait varier le montant des pensions en fonction de la démographie et de la conjoncture économique sans prendre en compte les besoins sociaux des retraités : un rêve patronal !

Trop facile !





« Il n'y a pas assez d'argent pour financer les retraites »

Manque de chance pour ceux qui veulent imposer ce message, les dernières statistiques sur le versement des dividendes montrent que, de l'argent, il y en a ! Avec 51 milliards € versés aux actionnaires au 1er trimestre 2019, la France est championne d'Europe du versement de dividendes aux actionnaires. Les dividendes versés par les 1200 plus grandes entreprises dans le monde devraient atteindre le niveau record de 1430 milliards \$ en 2019. C'est donc un choix politique de donner moins aux retraités et toujours plus aux grands actionnaires. C'est ce que fait la réforme Macron en fixant un maximum de 14% du PIB alloué aux retraites, quel que soit le nombre de retraités ! A quand un plafonnement des richesses accaparées par la petite minorité qui se goinfre sur le dos de la majorité de la population ?

Faux !

« La mobilisation ne sert à rien »

Ce qu'il faudrait pour faire céder le gouvernement, c'est une mobilisation massive de salariés, avec des mouvements de grève entraînant plusieurs secteurs de l'économie. Comme les mobilisations des dernières années n'ont pas atteint ce stade (loi Travail par exemple), certains pensent que c'est la fin de toute lutte. Avec des arguments contradictoires « *parce que les gens sont trop le confort* » / « *parce qu'ils sont pris à la gorge par les crédits* » ou définitifs et généralisateurs « *les gens sont individualistes* »... Pourtant, l'exemple des Gilets Jaunes prouve que la conscience de milliers de personnes peut évoluer en très peu de temps. Que ceux qui ne s'étaient jusqu'alors pas mobilisés peuvent s'y mettre, s'organiser et agir de façon déterminée. La semaine dernière, c'étaient 90% des salariés de la RATP qui se mettaient en grève pour défendre leur système de retraite. Nombre d'entre eux insistaient pour dire qu'ils ne défendaient pas que « leur » régime spécial mais qu'il fallait que l'ensemble des salariés rentrent dans la mobilisation. Le mardi 24 septembre en sera la première occasion, il faut y être nombreux !

Et si on s'y mettait tous pour voir ?

« De toutes façons, on n'aura pas de retraite quand on sera vieux »

Faire travailler les salariés jusqu'à 70 ans, est-ce raisonnable, même du point de vue des plus radicaux des patrons alors que l'on voit des plans de départ anticipé dans de nombreuses entreprises ? Non, en réalité, l'objectif est de baisser les pensions obtenues par le système par « répartition » (les actifs payent directement les pensions des retraités) pour pousser de plus en plus de salariés à se constituer leur propre retraite par « capitalisation ». Les financiers ne sont pas opposés à ce que les retraités touchent une pension mais ce qui les horripile c'est que cet argent ne « travaille » pas sur les marchés boursiers. Le vrai match de cette réforme, c'est donc celui entre « répartition » et « capitalisation ». Le système par points reste un système par « répartition » mais la faiblesse des pensions à laquelle il conduirait pousse en réalité les salariés vers la capitalisation.

C'est pas le débat !

Accident Banc à Rouleaux : la direction veut enterrer l'enquête

Fin novembre 2018, un accident se produisait dans l'un des **bancs à rouleaux du L26**. Un salarié se coinçait le pied dans un des rouleaux. Amené à l'hôpital, le salarié blessé souffrait d'une **double fracture** et subissait plusieurs semaines d'arrêt.

Les élus du CHSCT de Lardy votaient une enquête pour contraindre la direction à prendre toutes les mesures nécessaires afin que cet accident ne se reproduise pas.

En février 2019, le chambardement des instances représentatives du personnel voulu par M. Macron conduisait à la fusion du CHSCT, des DP et du CE dans une instance "unique", le CSE. **La direction Renault a profité de cette situation pour laisser mourir cette enquête** qui était pourtant proche de son dénouement. Malgré nos relances nombreuses, malgré l'assurance qu'elle la poursuivrait dans le cadre des nouvelles instances, la direction locale n'a toujours rien fait, espérant que le temps joue pour elle...

Malheureusement, **de nouveaux incidents se sont produits sur les bancs à rouleaux**, avec des redémarrages intempestifs des rouleaux qui auraient pu causer des accidents.

La direction s'appuie maintenant sur les nouvelles instances dont le poids est très largement diminué pour faire le minimum afin de redémarrer les bancs, sans donner d'informations sur le rapport DEKRA qui avait été commandité après le premier accident et surtout en ne faisant rien pour terminer l'enquête CHSCT.

Ceci est l'un des exemples des conséquences de la mise en place des nouvelles instances du « dialogue social », nous y reviendrons dans de prochaines publications car, pour nous, il s'agit bien plutôt d'un « **monologue patronal** » où le rôle des syndicats ne serait que d'accompagner les mesures décidées par la direction.

Nous continuons de notre côté à porter la voix des salariés, pour leur sécurité comme pour l'avenir de leurs emplois, de leurs salaires et de leurs conditions de travail.